

CONCLUSIONS GÉNÉRALES

SUR L'ANTHROPOLOGIE DES SEXES
ET APPLICATIONS SOCIALES

Par L. MANOUVRIER

INTRODUCTION.

Lorsque se produisait, il y a vingt-cinq ans, quelque tentative ou réclamation un peu marquante du genre de celles que l'on a depuis appelées féministes, des discussions ne manquaient pas de s'élever au sujet de sa légitimité. Les arguments tirés de la morale en cours et de la philosophie régnante pouvant paraître à bon droit suspects, on éprouvait le besoin de recourir à des raisons exemptes de subjectivité. On tournait donc instinctivement les yeux vers les sciences capables d'éclairer les questions sociales. Mais ce qu'il y avait de plus facile à trouver dans des sciences aussi jeunes que l'étaient alors celles qui ont pour objet les phénomènes et les êtres humains, — ce qui devait être aussi le plus facilement compris ou accepté, — c'était tout naturellement le préjugé revêtu d'un aspect plus ou moins scientifique. Les premiers investigateurs n'en étant pas moins imprégnés que leurs contemporains, c'est lui qui joue, presque inévitablement, le rôle de première hypothèse directrice. Le rajeunissement de vieux préjugés par des chiffres et des expressions techniques, c'est bien, en effet, ce que révèle la dissection des théories dont l'élaboration et la diffusion se sont produites avec le plus de rapidité en matière anthropo-sociologique.

Il y a des préjugés de sexe, de race, de caste ou de classe sociale, de profession qui font inconsciemment partie de la mentalité, même chez l'homme de science, et dont celui-ci ne parvient pas facilement à écarter l'influence sur sa pensée, alors même que des faits positifs lui en ont révélé l'existence. Le préjugé de sexe est entré sans aucun doute pour une bonne part dans certaines appréciations formulées sous la forme scientifique au sujet de l'infériorité intellectuelle des

femmes et aussi dans le succès qu'obtinrent ces appréciations; car l'analyse anatomique et psychologique y était offensée non moins que le sexe féminin. L'orgueil du mâle s'y manifestait même avec violence, comme s'il eût été irrité.

Les femmes faisaient valoir leurs illustrations et des diplômes. Elles invoquaient aussi des autorités philosophiques. Mais on leur opposait des chiffres que ni Condorcet, ni Stuart Mill, ni Émile de Girardin n'avaient connus. Ces chiffres tombaient comme des coups de massue sur les pauvres femmes, accompagnés de commentaires et de sarcasmes plus féroces que les plus misogynes imprécations de certains Pères de l'Église.

Des théologiens s'étaient demandé si la femme avait une âme. Des savants furent bien près, un certain nombre de siècles plus tard, de lui refuser une intelligence humaine. On peut lire dans des recueils scientifiques des plus estimés maintes réflexions et conclusions d'après lesquelles il semblait que, dans l'évolution de l'espèce humaine, la femme fût restée sous divers rapports des plus importants, notamment par son développement cérébral et divers caractères morphologiques du crâne ou des membres, à un état relativement peu éloigné du stade anthropoïde.

Il n'est pas exagéré de considérer de telles appréciations comme résultant d'un préjugé et même d'un préjugé irrité, car elles n'étaient pas émises avec la circonspection que leurs auteurs eux-mêmes eussent considérée comme nécessaire en toute autre question.

Mais un préjugé peut n'être pas entièrement faux. C'est seulement une opinion préconçue que l'on a généralement trouvée toute faite et qui, étant d'accord avec un état de choses anciennement établi, auquel on est adapté fondamentalement, semble n'avoir pas besoin de contrôle. Il est intégré assez solidement dans l'esprit pour y agir plus ou moins inconsciemment, à la manière de ces notions axiomatiques qui restent sous-entendues dans les raisonnements les plus rigoureux. Son insuffisance apparaît dès qu'il est formulé en termes clairs; aussi le laisse-t-on presque toujours enveloppé dans le sentiment. Il risquerait, au surplus, de paraître lié à l'intérêt, de sorte que ceux qui le possèdent n'éprouvent aucun besoin de le vérifier et sont ordinairement froissés de le voir mis en question.

Un préjugé peut cependant, je le répète, contenir une part de vérité qui le renforce et contribue à le maintenir. La supériorité musculaire de l'homme sur la femme et les empêchements multiples inhérents aux fonctions maternelles ont déterminé la suprématie sociale de l'homme dans tous les temps et dans tous les lieux. Les raisons sociologiques de ce fait sont assez apparentes pour qu'on

le considère comme résultant de nécessités vitales pour les deux sexes. Il n'est pas la conséquence d'un sentiment d'orgueil excessif engendré chez l'homme par la supériorité musculaire qui a fait de lui, tout naturellement, le meilleur défenseur et pourvoyeur de la communauté.

Mais ce sentiment d'orgueil a pu lui-même résulter de l'exercice de la suprématie masculine, d'autant plus facilement que la division du travail entre les deux sexes a dû accentuer les différences sexuelles secondaires, et que l'accroissement de la civilisation a poussé plus loin la division du travail masculin. Or les hommes, dont le travail exige le moins de force musculaire se considèrent comme déployant *ipso facto* (et c'est là un autre préjugé), une plus grande intelligence. C'est vrai seulement pour un certain nombre d'entre eux, soit parce que leur travail est réellement plus difficile, soit parce qu'il a nécessité une instruction préalable impliquant une sélection relativement sévère. Il n'en est pas moins résulté que, dans un nombre toujours croissant de couples humains, le mâle pourvoyeur a été plus instruit que sa compagne et qu'il a cru être ou paru être pour cela le plus intelligent. Quand cette supériorité a été réelle, elle a été mise en relief et majorée dans l'opinion par la supériorité d'instruction du mari.

Ainsi s'est formé le préjugé masculin. Il est donc particulièrement fort dans les professions dites libérales. Les savants, lettrés, artistes et fonctionnaires d'élite étant supérieurs dans leur propre sexe, sont en majorité supérieurs intellectuellement à leurs femmes; il y a des raisons psycho-sociologiques de le croire. Il en est de même des artisans et commerçants d'élite; on peut le croire encore. Mais l'analyse nécessaire pour que cette supériorité ne soit pas enflée ni trop généralisée aux yeux de cette élite masculine exige, elle aussi, un certain degré de spécialisation psychologique. Le préjugé s'ensuit et il serait étrange que le commun des gratte-papier ne le partageât point. Telle femme qui s'en plaint se considère à son tour, en vertu d'un préjugé semblable, comme évidemment mieux douée que sa couturière ou sa servante.

*
* *

Les pages qui précèdent ont eu pour but d'indiquer l'existence réelle d'un préjugé masculin dans lequel il importe beaucoup aux deux sexes de faire la part du vrai, si une telle part existe. Mais il a été indiqué en même temps que la suprématie masculine observée chez tous les peuples à des degrés divers est un résultat, non pas de l'opinion des hommes à l'égard de l'intelligence des femmes, mais

de causes beaucoup plus profondes et de nécessités sociales. Ce n'est pas une raison pour considérer comme devant être nécessairement éternelle et immuable la subordination sociale des femmes, du moins telle qu'elle existe actuellement. Puisqu'il est enfin reconnu que les phénomènes sociaux doivent devenir une matière scientifique, il faut qu'ils soient tous mis en question, les anciens aussi bien que les modernes, les fondamentaux aussi bien que les secondaires. Il le faut pour connaître, aussi en matière sociale, les causes des choses, afin de prévoir sagement et d'agir de même.

En ce qui concerne la répartition sexuelle du travail social, nous en saisissons des causes organiques assurément primordiales; mais toutes les différences sexuelles organiques n'ont pas une égale constance ni une égale ancienneté. Nous pouvons avoir sur certaines d'entre elles quelque action favorable, peut-être, au bonheur humain. Il nous importe, en tout cas, d'en rechercher l'origine et l'évolution, d'étudier leur influence sur les phénomènes sociaux et l'influence réciproque de ceux-ci.

Jusqu'à quel point la répartition sexuelle du travail social est-elle, chez nous, commandée par des raisons biologiques; jusqu'à quel point a-t-elle été conforme à ces raisons; quelles réformes, quels progrès seraient désirables sous ce rapport?

Ces questions sont posées d'autant plus légitimement que de nombreuses formes de travail ont pris naissance ou se sont développées considérablement dans les sociétés modernes, et que certaines de ces formes ne paraissent pas de prime abord convenir exclusivement au sexe masculin. Il existe en outre des formes de travail qui ont été abandonnées au sexe féminin uniquement à cause de leur simplicité ou de leur moindre rapport, sans le moindre souci de la quantité d'effort musculaire qu'elles exigent. Enfin une multitude de femmes, dans l'état actuel des choses, sont obligées de pourvoir elles-mêmes à leurs besoins et à ceux de leur progéniture, souvent même aux besoins d'hommes valides et forts, parce que des nécessités économiques, paraît-il, rendent particulièrement précieux pour la société le travail musculaire industriel des femmes et aussi celui des enfants, dût-il s'accomplir au détriment de celui des hommes.

Il n'est donc pas étonnant que des femmes considèrent leur subordination comme un simple produit de la brutalité, de l'égoïsme et du préjugé masculins. Trouvant dans les lois et les mœurs une foule d'entraves aux efforts qui leur sont nécessaires pour obéir aux nouvelles nécessités économiques, c'est-à-dire pour ne pas mourir de faim, elles réclament très logiquement la suppression de tout obstacle égal à la mise en jeu et en valeur des moyens qu'elles possèdent de

subvenir par elles-mêmes à leur existence et à leur bien-être, ainsi que le font les hommes.

Étant donné que les entraves rencontrées par les femmes dans la nouvelle forme de lutte qui leur est imposée sont issues d'un régime social excluant la lutte entre les sexes, je dis qu'il est logique de réclamer la suppression de ces entraves si un régime opposé les rend injustes, odieuses et ignobles. C'est logique de la part des femmes entraînées malgré elles sur un terrain où les hommes, déjà, s'entre-dévorent. Elles ne font que demander des conditions de lutte équitables. Mais ces conditions leur fussent-elles accordées, ce régime de concurrence entre les deux sexes ne cesserait pas pour cela d'être immoral, car il serait en opposition avec des besoins individuels et sociaux beaucoup plus importants, beaucoup plus généraux et infiniment plus respectables que les prétendues nécessités d'où il est résulté. Ces nécessités, purement ploutocratiques, pourraient bien être des symptômes fâcheux pour les sociétés dans lesquelles ils se manifestent sur la plus grande surface, et il serait urgent, peut-être, de s'inquiéter du mal qu'ils révèlent.

Sans doute les phénomènes économiques s'accomplissent avec autant de rigueur que les phénomènes physiques, une fois déterminés. Il y a des lois économiques, c'est entendu. Mais ce n'est pas une raison pour considérer comme devant être fatalement subi tout effet de ces lois, et comme devant être continuée quoi qu'il en coûte une manière d'agir déterminée par elles. L'existence de lois biologiques également inexorables ne nous empêche pas de diriger notre conduite et de la réformer au besoin de façon à éviter des malheurs que nous avons su prévoir. Nous ne nous insurgons pas contre la Physiologie ni contre la Pathologie biologiques lorsque nous réglons notre hygiène, lorsque nous arrêtons une épidémie et lorsque nous guérissons un malade. Nous nous servons des lois biologiques, comme nous nous servons des lois physiques et chimiques, « en leur obéissant ». De même il en sera en matière sociale bien que, sans doute, avec un peu plus de difficulté.

C'est précisément parce qu'il existe des lois naturelles et rigoureuses, aussi en cette matière, que nous pouvons espérer nous en servir dans la mesure où nous arriverons à les connaître.

*
* *

Une société comme un individu est avertie de son mal tôt ou tard par la souffrance. Mais il faut une grande somme de souffrances individuelles pour constituer une souffrance sociale. Et même alors que cette somme est énorme, non seulement elle n'est pas sensible

pour toutes les unités sociales dont chacune possède sa conscience propre, son moi distinct, mais encore un grand nombre d'entre elles n'en sont que plus prospères. C'est naturellement parmi ces dernières que la notion d'un mal social ou d'une mauvaise direction sociale s'établit le plus difficilement et que l'on parle de l'inéluclabilité des lois économiques comme l'on parlait autrefois de la volonté divine.

Cela revient à dire que, si mal il y a, c'est un mal nécessaire en ce sens qu'il est la conséquence de causes inaccessibles et qu'on n'y peut rien. Cependant les plaintes de ceux qui souffrent sont parfois assez nombreuses et assez fortes pour apparaître, elles aussi, comme un facteur sociologique non négligeable; et l'on voit se produire comme autour d'un malade, des propositions et systèmes qui ne rappellent que trop la thérapeutique médicale primitive, mais n'en représentent pas moins une croyance légitime à l'avènement futur d'une thérapeutique sociale.

Toujours est-il que, dans l'état actuel de la sociologie, des désordres sociaux peuvent parfaitement se produire et avoir des conséquences lamentables, les unes immédiates et les autres à plus ou moins longue échéance, sans que ces désordres soient aperçus comme tels, soit parce que la souffrance n'est pas assez générale, soit parce qu'une adaptation momentanée peut la restreindre ou la déplacer.

Les individus qui souffrent d'un mal social contribuent eux-mêmes à le rendre moins visible en adaptant leurs actes, forcément, aux conditions créées par ce mal. Un certain nombre d'entre eux réussissent dans cette adaptation par des moyens qui, dès lors, tendent à se systématiser et à se banaliser. Le mal originel devient ainsi suffisamment anodin, au moins pendant quelque temps. Mais il n'en progresse pas moins et ne tardera pas à se manifester par d'autres souffrances et de nouveaux symptômes qui ne seront pas mieux interprétés que les premiers.

Donnons le plus sommairement possible un exemple topique :

Les salaires deviennent insuffisants pour les besoins d'une ou de plusieurs catégories de travailleurs (je me borne au point de vue pécuniaire pour être plus bref). Parmi ces travailleurs la plupart n'en continuent pas moins à se marier et à procréer. Alors leurs femmes sont obligées, pour contribuer à l'entretien du ménage, d'offrir leur travail à vil prix. Conséquences : aggravation de la situation générale, ménage négligé, enfants mal élevés, recours du mari à l'alcool, etc. D'autres travailleurs, plus prudents s'abstiennent du mariage et de la procréation. Ils prospèrent. Le moyen se systématisé donc. Conséquences : Alcoolisme encore, et appel à la prostitu-

tion. Autre conséquence : Les maris devenant rares, les filles sont obligées à leur tour de trouver des expédients. Les unes ont recours à la prostitution. Les autres offrent leur travail manuel à bas prix pour se nourrir, pour gagner peut-être un mari et un ménage. Nouvelle aggravation analogue à la précédente.

Si elles se marient, elles tombent dans la première des situations indiquées ci-dessus, à moins qu'elles ne s'abstiennent d'avoir des enfants. Si elles ne se marient pas, elles doivent s'en abstenir également. De même si elles ont réussi à trouver des emplois où il n'est ni permis ni possible d'être mère ou de s'occuper de ses enfants. Mais la première nécessité qui s'impose c'est celle de gagner sa vie. Heureuses sont réputées les femmes qui peuvent y parvenir par des moyens quelconques. Seulement, le nombre des hommes sans travail croît de jour en jour, ainsi que le nombre des ménages mal tenus, des enfants vagabonds, des hommes et des femmes alcooliques, des criminels et des prostituées. La population autochtone diminue en nombre et doit perdre aussi en valeur parce que ce sont les prévoyants et intelligents qui ont réussi à éviter la misère en évitant soit le mariage soit la procréation, tandis que la progéniture dégénérée ou dégénérente des miséreux inintelligents ou imprévoyants ne diminue pas.

J'abandonne ici l'enchaînement de causes et d'effets que fait immédiatement ressortir un simple coup d'œil sur la question ; j'y reviendrai ailleurs. Il me suffit de faire seulement entrevoir ici une façon d'interpréter le mouvement dit féministe qui est loin d'être en harmonie avec certaines opinions émises à ce sujet : des expédients d'adaptation employés avec succès par quelques individus tendent à être systématisés, puis à se propager et à être considérés finalement comme une solution à généraliser, comme un progrès social.

Les phénomènes pernicioeux indiqués dans l'esquisse tracée ci-dessus s'accomplissent en effet avec une lenteur relative, sourdement pour ainsi dire et à une profondeur où l'observation superficielle ne pénètre pas. Ce qui est visible et ce qui attire surtout l'attention, c'est le côté pécuniaire des choses. Une multitude de femmes trouvent dans le travail industriel un gain minime sans doute, mais sans lequel leur subsistance ou celle de leur famille serait compromise. Elles contribuent à la production et à l'accroissement de la richesse publique ! Par le fait leur travail enrichit de nombreux patrons et l'industrie, certes, ne manque pas de bras. On voit des femmes qui gagnent au delà de leurs besoins, puisqu'elles parviennent à économiser pour leurs vieux jours ou bien à se mettre en ménage avec un pécule, presque une dot !

D'où l'on conclut qu'il serait bon d'ouvrir de nouveaux débouchés au travail industriel des femmes, d'autant plus que celles-ci ne reculent devant aucune tâche, fussent-elles sciemment y perdre la santé en quelques semaines ou en quelques mois et même y succomber à bref délai. Mais il n'y a pas de lutte qui ne comporte de fâcheux aléas. Il y a d'ailleurs des hôpitaux. Et puis une travailleuse est à peine mise hors de service que dix se présentent pour la remplacer.

On conçoit facilement qu'un industriel enrichi ou en voie de s'enrichir par l'exploitation de la détresse féminine, ait la vue assez courte pour émettre des appréciations semblables. Mais ce qui devient étrange, c'est que des écrivains de l'un et l'autre sexe voient dans la progression du travail industriel des femmes un signe du désir qu'auraient celles-ci de s'émanciper, c'est-à-dire de conquérir leur indépendance vis-à-vis des hommes. « La liberté par le travail », c'est en effet une jolie formule qui se prête admirablement aux développements littéraires. Voilà bien la systématisation dont j'ai parlé plus haut; et pis encore : l'expédient et le palliatif considérés comme jeu normal des fonctions puis proposés comme idéal.

Mais si une pareille formule réussit à créer un mirage pour quelques aspirantes convaincues à la soi-disant indépendance féminine, il est assez probable que les malheureuses filles ou femmes obligées de peiner pendant dix ou douze heures chaque jour, pour un salaire de famine, verront dans ladite formule une plaisanterie plutôt lugubre.

Quant à celles qui réussissent à amasser le pauvre pécule dans lequel se trouve contenue, littérairement parlant, l'émancipation, l'indépendance et la liberté, l'on peut voir l'usage qu'elles s'empres- sent de faire de cette liberté. Elles l'emploient autant qu'elles le peuvent à se procurer le mari, le foyer, les enfants, c'est-à-dire tout ce qui représente le fameux joug conjugal. Il faut croire que, si ce joug est susceptible d'être amélioré, les femmes le préfèrent encore, tel qu'il est, à la vie de demi-homme et de demi-femme qu'on leur propose, sous le titre menteur d'émancipation. Ce n'est pas que la honteuse exploitation dissimulée par ce titre ait été préméditée. Elle résulte de l'obligation où se sont trouvées les femmes de s'adapter, pour vivre, à des conditions sociales dont l'immoralité ne pèse pas seulement sur le sexe féminin. Mais elle s'y traduit par des symptômes qui contribueront puissamment à faire ressortir cette immoralité ainsi que l'imminence croissante du danger qui en résulte pour le corps social.

*
* *

Il y a, dans les sociétés modernes, des injustices et des absurdités si anciennes qu'il est presque nécessaire d'en souffrir soi-même pour les apercevoir, tant on y est habitué. Tel n'est point le cas de celles dont je viens de parler, car elles sont au contraire en contradiction avec des habitudes et, l'on peut dire, avec des instincts universels dans l'espèce humaine. L'association de l'homme et de la femme en familles et la répartition du travail dans ces familles entre les deux sexes étaient sans doute susceptibles de perfectionnements, visant certains abus et certains cas particuliers plus ou moins fréquents. Mais l'idée de substituer la femme à l'homme dans le travail extérieur et d'établir une concurrence entre les deux sexes entraînant pour la femme ou l'impossibilité d'avoir des enfants ou l'impossibilité de s'occuper d'eux convenablement, l'idée de substituer au ménage conjugal des caravansérails, aux soins maternels des sortes de casernes pour nouveau-nés et pour bambins de tout âge, une telle idée n'eût certainement pas paru correspondre à l'intérêt des enfants ni à celui des mères, ni à celui des pères, ni, je suppose, à l'intérêt social. Il a fallu que se produisît spontanément, sous la pression de nécessités sociales d'ordre pathologique, une semblable déviation, pour qu'une déviation parallèle pût en résulter dans quelques intellects féminins ou masculins. Or elle me paraît assez nettement caractérisée comme telle pour mettre en évidence la nature vicieuse des nécessités sociales, économiques ou autres, dont elle résulte. L'excès de malfaisance et d'absurdité des résultats envisagés par leur côté féminin, pour ainsi dire, contribuera ainsi à nous mettre sur la voie de causes pernicieuses qui n'ont pas produit que ces résultats, et l'on pourra réagir.

En réalité le féminisme n'est qu'un aspect du socialisme, et n'en est point séparable, pas plus théoriquement que pratiquement. Le socialisme consiste dans l'ensemble des aspirations, réclamations, propositions et moyens tendant à l'amélioration de l'ordre social.

Ces manifestations, nécessairement, ont une valeur très inégale. Entre la souffrance qu'elles traduisent et les moyens à employer pour la faire disparaître, il y a la même distance à parcourir qu'entre le symptôme d'un mal et le diagnostic, ou le classement de celui-ci dans un cadre nosologique encore inexistant en matière sociale, puis entre le diagnostic et la connaissance des causes et du mécanisme de leur action, enfin entre cette connaissance et celle du remède à appliquer. Quel océan d'illusions, de tâtonnements, de déceptions, sépare notre savoir actuel en sociologie de celui dont

l'humanité commence à peine à reconnaître la nécessité logique pour prévoir et, ensuite, pourvoir!

Dans le féminisme, comme dans l'ensemble du socialisme, certains efforts ou systèmes semblent impliquer cette croyance que tout est à changer dans l'organisation sociale, et qu'elle doit être reprise d'après un nouveau plan conçu au rebours de l'état actuel.

Une telle croyance me paraît être basée sur une conception quelque peu enfantine et aussi quelque peu métaphysique des sociétés. Il semble, en effet, qu'elle envisage celles-ci comme des produits entièrement artificiels, dont la forme et la structure furent réglées par des volontés anciennes ayant opéré à la façon du libre arbitre, et pourraient être changées de même par des volontés contraires. Une forte conviction dans ce sens n'est pas sans exemple dans l'histoire, puisqu'elle n'est autre, au fond, que l'esprit ultra-révolutionnaire, non pas celui qui se révolte contre un pouvoir mal-faisant, mais celui qui partage au contraire les illusions du despote. S'il dispose d'une grande force il peut donner lieu à d'innombrables événements, actions et réactions; et puis, au bout d'un certain temps, se produit un résultat contraire à celui qui était visé, ou bien un résultat à côté dans lequel on peut voir l'effet d'une évolution plutôt retardée par la volonté malencontreusement intervenue.

C'est qu'en dehors des volontés humaines, puissantes ou humbles, il y a d'autres faits qui entrent en ligne dans le déterminisme sociologique, et parmi eux des faits permanents, nullement conventionnels ou révocables à notre fantaisie. Une société ne peut se maintenir qu'à la condition d'y adapter sa constitution, ses mœurs et ses lois. C'est du reste ce qui a lieu sous la pression continue des nécessités qu'ils produisent, bien que, parfois, en l'absence d'une notion claire de l'origine de celles-ci.

Il doit donc y avoir dans les sociétés civilisées qui ont pu croître et maintenir longtemps leur existence certains points de leur organisation, et vraisemblablement des points fondamentaux, qui résultent de nécessités primordiales bien plus que d'arrangements prémédités. Il importe de distinguer ces points de ceux qui résultent, au contraire, de volontés égoïstes ou inintelligentes dominées par des circonstances transitoires. C'est une distinction difficile à faire en raison de l'enchevêtrement et des combinaisons qui se produisent à la longue entre le bon et le mauvais. Elle est surtout difficile pour l'individu qui lutte pour son existence. Elle est cependant nécessaire dans l'intérêt général. Les faits dominateurs à la pression desquels est dû ce qu'il y a de plus fondamental et de meilleur dans l'organisation sociale, ce sont les besoins biologiques et moraux existants chez la

totalité des membres d'une société. Si ces besoins primaires ne sont pas suffisamment respectés, il s'ensuit une énorme quantité de souffrances qui n'atteignent pas seulement la portion pauvre des populations. C'est par la douleur, ainsi que par les réactions et les luttes consécutives, qu'ils manifestent et manifesteront leur existence jusqu'à ce que l'organisation sociale soit devenue entièrement conforme à leurs exigences. La force mystérieuse, le principe bienfaisant qui semble conduire malgré tout l'organisation sociale (considérée dans l'ensemble) vers un état meilleur, c'est la lutte perpétuellement excitée par la souffrance. Ce mode de progression nous obligerait à faire les plus sombres présages si nous ne devions pas attendre de la science une lumière directrice capable d'abréger une marche aussi douloureuse vers l'ordre vraiment moral.

Il a été noté plus haut que les individus sont obligés, avant tout, de pourvoir à leurs besoins par les moyens dont ils disposent. Mais certains de ces moyens sont interdits par les arrangements sociaux. Ceux-ci doivent tendre, en effet, à empêcher ou à régler les conflits qui se produisent nécessairement entre les besoins individuels, de façon à ce que leur satisfaction soit obtenue d'une manière de plus en plus conforme à l'intérêt général, celui-ci représentant la plus grande somme d'intérêts particuliers. Il s'en faut énormément que les sociétés les moins imparfaites aient atteint, sous ce rapport, l'idéal de justice qui réduirait à leur minimum les conflits en permettant à chaque individu d'atteindre, sans le dépasser, le maximum de satisfaction compatible avec l'intérêt de ses co-associés et avec la défense de l'association. Une telle perfection de l'adaptation d'une société à tous les besoins de ses membres impliquerait une intelligence suprême dans l'ordre sociologique. Or, c'est à peine si la science commence à aborder l'étude des phénomènes sociaux, et la connaissance parfaite de ceux-ci impliquerait une science des êtres humains qui, elle-même, est encore très rudimentaire.

Il y a donc une forte dose de témérité dans tout système actuel tendant à refondre sur un plan nouveau les sociétés humaines sous le prétexte que le désordre moral y prédomine sur l'ordre. L'action sage suppose la prévision sûre, qui suppose à son tour la connaissance. Celle-ci ne saurait être remplacée par des amoncellements d'hypothèses, si ingénieuses qu'elles puissent être en elles-mêmes.

Il y aurait là un motif de découragement pour ceux qui ont cru entrevoir l'avènement d'un ordre social irréprochable, si nous ne savions que tout accroissement de notre savoir porte ses fruits et que tout progrès consécutif dans notre action suffit pour faire cesser ou diminuer une multitude de souffrances tout en préparant des pro-

grès ultérieurs. Nous le savons d'après l'expérience acquise dans tous les autres domaines du savoir et de l'action. Reconnaître théoriquement la nécessité d'une future science sociologique et anthropologique, c'est reconnaître la faiblesse actuelle de nos prévisions et l'inhabileté de notre action.

Mais c'est acquérir en même temps une notion philosophique infiniment précieuse et d'une haute portée pratique. Elle nous fait comprendre, en effet, que notre ignorance est le principal sinon le seul obstacle au progrès social et que les luttes violentes, les systèmes à priori conçus simplement à rebours de l'organisation sociale actuelle sont de simples effets séméiologiques du mal existant, ou des tentatives thérapeutiques plutôt redoutables si elles avaient le champ libre, puisque personne n'est capable de prévoir ce qui en résulterait. Il est trop facile de rendre les hommes heureux sur le papier. Mais une dure expérience nous montre chaque jour la différence qui existe entre ce qui se passe réellement et les intentions des législateurs. Elle est assez grande pour avoir donné lieu à une doctrine socialiste professant, à l'égard de toute législation, le scepticisme et même une hostilité systématique.

Ce n'est pas une raison pour regarder les systèmes de réforme sociale comme indignes de toute considération, puisqu'ils représentent des aspirations issues de besoins réels et seulement rendues fâcheuses par leur exclusivisme. Les unes traduisent le besoin de la liberté individuelle, d'autres le besoin d'une réglementation empêchant les abus de la force brutale ou intellectuelle, les autres le besoin pour toute supériorité individuelle de profiter de ses avantages, au moins dans la mesure utile au bien commun. Il ne me paraît pas que la science actuelle permette de condamner l'une quelconque de ces diverses aspirations, ni qu'elle autorise aucune d'elles à s'enfler démesurément au détriment des autres sous les noms d'individualisme, d'étatisme, d'aristocratie, etc. De même pour les besoins traduits dans les aspirations érigées en systèmes communistes, et pour les besoins contraires qui sont parfois considérés faussement comme incompatibles avec les premiers. Les uns et les autres sont justifiés positivement. Les systèmes seuls ne le sont pas, tous étant en opposition, en tant que systèmes, avec la méthode scientifique.

On peut remarquer, du reste, que chacun d'eux, envisageant la marche des choses à son point de vue, se considère comme le terme vers lequel s'achemine l'évolution sociale. Cela semblerait indiquer que celle-ci s'achemine plutôt vers une organisation future dans laquelle tous les systèmes trouveront la part de satisfaction que

comporte la part de vérité incluse dans chacun d'eux. Tous, en effet, peuvent invoquer en leur faveur une certaine partie de l'évolution générale et c'est déjà un grand progrès que de recourir à un argument de ce genre. C'est reconnaître quelque chose de naturel et de supérieur à l'arbitraire dans l'évolution sociale. L'idée d'évolution naturelle implique l'idée de modifications successives, graduelles et lentes, d'une liaison nécessaire entre le futur et le présent, comme entre le présent et le passé. Elle implique la reconnaissance de l'énergie énorme enfermée dans ce qui est par le seul fait que cela *est*; la notion que cela est devenu et que cela devient, indépendamment de toute idée préconçue, autre chose, — quelque chose qui échappe à nos prévisions.

Puisque chaque système pense trouver et trouve en effet dans l'évolution un argument en sa faveur, dans la marche des choses, on peut en inférer que tous les systèmes contiennent une part d'erreur comme une part de vérité. Leur fusion dans la commune recherche de celle-ci rendrait synergiques les efforts actuellement dépensés avec un minimum de travail utile par suite des entrechoquements et des réactions exagérées.

Les oscillations de la courbe du progrès social sont tellement immenses qu'il faut embrasser un ensemble de sociétés et un temps très long pour y saisir une progression certaine. Si l'on songe à la somme de souffrances supplémentaires et de travail perdu que représentent ces oscillations, l'on ne peut douter qu'elles résultent d'une conception radicalement erronée des processus sociaux et du mode d'action convenable pour les diriger. Des processus lents et moléculaires ne sont dociles qu'à une direction appropriée à leur nature. Encore faut-il, pour que ce mode d'action soit utile et non nuisible, qu'il soit lui-même dirigé par une prévision expérimentalement acquise. Pour le moment, c'est le bâton de l'aveugle qui convient à notre capacité de prévision en matière sociale, et non le bâton de commandement.

*
* *

L'introduction de l'esprit scientifique en matière sociale constituera donc, à elle seule, une condition de progrès peut-être supérieure à toutes celles qui se produiront ultérieurement. S'il est vrai que l'évolution en cette matière a été, malgré tout, réellement progressive dans son ensemble, et que le progrès réalisé a pu sortir de la lutte chaotique d'intérêts ou de besoins non classés quant à leur valeur au point de vue individuel et au point de vue social, coalisés les uns contre les autres plus ou moins habilement, sous des titres

parfois menteurs et hypocrites masquant les appétits ou les érigeant en principes, on doit attendre de la science sociologique une accélération très rapide du progrès social.

La science consiste en un classement basé sur la connaissance des choses et de leurs rapports entre elles. Il est impossible que le classement des besoins individuels et des besoins sociaux n'atténue pas et ne fasse pas disparaître même un certain nombre d'entre eux, par le seul fait que leur existence sera démontrée absurde et incompatible avec la satisfaction d'autres besoins plus importants des mêmes individus et des mêmes sociétés. Parmi ces derniers besoins il en est que l'on appelle altruistes, dont la satisfaction n'en contribue pas moins pour cela au bonheur de ceux qui les éprouvent, et ce n'est nullement par exception. D'autre part, innombrables sont les individus qui passent leur vie dans l'inquiétude et les tourments pour atteindre un but parfaitement égoïste, absurde, contraire à leur intérêt réel, et nullement obligatoire. C'est également vrai pour des collectivités souvent entraînées par des traditions dont la source et la valeur sont à peine mises en question.

Combien d'autres sottises encore sont à scruter scientifiquement ! Elles sont trop vite rangées comme des effets de vagues nécessités économiques, tandis qu'elles sont plutôt des effets de l'ignorance et des préjugés. Mais elles n'en aggravent pas moins ces nécessités économiques, et c'est une des raisons pour lesquelles ce *facteur* me paraît susceptible d'être discuté comme une chose réformable. Il y a des nécessités économiques de différents ordres, et toutes peuvent avoir des conséquences fort diverses suivant la nature des facteurs concomitants.

S'il ne faut pas considérer les lois économiques comme créant d'avance un facteur inéluctable, il ne faut pas davantage s'abandonner à leur action comme à une sorte de providence tutélaire tendant par essence vers une amélioration finale des sociétés.

Les lois naturelles produisent du bonheur ou du malheur suivant que nous savons ou ne savons pas conformer notre conduite à leurs exigences et en même temps à nos besoins.

Les mêmes lois mécaniques en vertu desquelles un train déraile dans une courbe de chemin de fer s'opposent au déraillement si le rayon de la courbe ou la disposition du rail extérieur ou la vitesse sont réglées d'après la connaissance de ces lois. Un ingénieur qui organise une usine se sert presque des lois mécaniques comme d'un instrument docile à ses besoins, parce que la prévision, dans ce domaine, peut être certaine et précise. Le chimiste sait qu'il ne faut pas plaisanter avec les lois mécaniques et physiques, mais il apprend

à n'en pas souffrir et à les faire servir au contraire à ses besoins. L'horticulteur, l'éleveur de bétail, qui ont à manier des êtres organisés, possèdent eux-mêmes une certaine latitude d'action révélée par le tâtonnement ou l'expérience scientifiquement conçue, mais toujours, cependant, avec la plus grande circonspection à l'égard des lois mécaniques, physico-chimiques et biologiques. Une latitude plus grande encore semble pouvoir être acquise en matière humaine et en matière sociale où une plus grande diversité de direction est devenue possible. Mais la matière sociale reste toujours étroitement soumise, en dehors de ses lois particulières que nous connaissons extrêmement peu, à des lois biologiques que nous connaissons beaucoup mieux et dont les effets bons ou mauvais sont beaucoup plus aisément perceptibles. Aussi peuvent-ils nous servir de critérium, faute de mieux, pour apprécier la valeur d'une direction sociale dès que les conséquences en sont perçues et lorsqu'il est encore en notre pouvoir de modifier la direction prise.

Une direction, par exemple, dans laquelle des membres d'une société, des individus sains et vigoureux de l'un ou de l'autre sexe, aptes à la lutte normale et non paresseux n'arrivent pas à se nourrir et à se vêtir, à se loger, à se reproduire, à élever leurs enfants dans la mesure des ressources sociales, cette direction est certainement mauvaise, dangereuse même pour l'existence de la société si le nombre des individus ainsi atteints est considérable. De même que, dans une organisation industrielle, il n'y a pas de considération de rendement ou d'esthétique qui ne doive s'effacer devant les nécessités d'ordre mécanique, il n'y a pas de théorie sociale qui ne soit à rejeter ou à modifier si elle est en contradiction avec des nécessités d'ordre biologique.

C'est assez de subir le mal qui provient de causes inaccessibles à notre action ou imprévues, sans que des théories discutables et plus souvent intéressées qu'on ne le pense viennent y ajouter leur influence néfaste.

S'il convient de ne pas régler son action d'après des prévisions à trop longue portée, ce n'est pas seulement parce que celles-ci envisagent un état social hypothétique ; c'est aussi parce l'action qu'elles déterminent risque d'être rendue inutile ou nuisible par le fait que le but visé est une *refonte* sociale. Outre que la possibilité de cette refonte n'est rien moins que démontrée, ceux qui travaillent en vue de sa réalisation sont naturellement portés à attacher une médiocre importance aux corrections partielles de l'organisation existante, à négliger ce qu'elle contient de bon, et même à se réjouir de tout indice de désorganisation comme d'un signe annonçant l'avènement

prochain de l'ordre existant dans leur imagination. Très différente doit être la tactique de ceux qui considèrent l'organisation future comme devant résulter de simples mais innombrables perfectionnements successifs de l'actuelle. Ne se croyant pas capables de créer un organisme nouveau, ils sont pleins de respect pour ce qu'il y a de bon dans l'organisme existant; ils cherchent à l'entretenir, à l'améliorer, à l'accroître, étant persuadés que c'est là le germe d'un avenir meilleur. Ils recherchent les causes de ce qui est mauvais afin de soulager, de corriger, de prévenir; ils considèrent qu'il n'y a pas de petit progrès qui ne contribue à en préparer d'autres. Or comme notre action ne peut s'exercer utilement en matière sociale que dans des limites très étroites, il s'ensuit que cette action modeste est la seule efficace et que ses effets seraient beaucoup plus rapides s'ils n'étaient retardés ou empêchés par les effets de l'action soi-disant révolutionnaire.

J'ai noté plus haut la difficulté que peut rencontrer, en matière sociale, non seulement le diagnostic et l'étiologie d'un mal, mais encore la constatation de ce mal lorsqu'un certain nombre de ceux qui ont souffert, bien loin de s'en plaindre, ont réussi à se procurer par adaptation une euphorie personnelle. J'ai indiqué aussi le mécanisme par lequel cette adaptation est systématisée puis proposée comme un perfectionnement social issu de souffrances passagères. Je suis bien loin de contester la possibilité de tels perfectionnements. Il ne serait pas difficile d'en citer de nombreux exemples puisque la tendance naturelle de l'évolution vers le mieux résulte, à mes yeux, d'une série d'adaptations nécessitées par la souffrance. Mais il ne s'ensuit pas nécessairement que toute adaptation soit un pas vers le progrès, ni que l'euphorie subjective soit la preuve d'un état prospère.

Il n'en est pas ainsi pour l'organisme individuel, à fortiori pour un organisme social dans lequel il ne suffit pas de considérer quelques individus pour conclure sur une catégorie entière, ni une catégorie pour conclure sur l'ensemble de la société, d'autant plus que le bonheur des uns peut n'être fait que du malheur des autres. Ceci ne peut être un idéal. Il faut donc chercher un critérium qui permette de discerner le mal sous l'apparence du bien et, parfois aussi, le bien réel qui tend à sortir d'une crise nécessaire.

Le critérium le plus sûr est, comme je l'ai dit plus haut, un critérium biologique, parce qu'un tel critérium offre plus de garanties d'exactitude, et parce qu'un prétendu progrès moral qui aboutit à des conséquences biologiques désastreuses pour les individus et pour la société n'est sûrement pas un progrès. Il faut toutefois rechercher

si le progrès moral visé ne pourrait pas être rendu possible par une adaptation différente de celle qui s'est offerte la première aux individus directement intéressés et n'entraînait pas les mêmes conséquences.

Cette adaptation différente doit naturellement être plus difficile puisque la première voie suivie a été celle de la moindre résistance. Mais on peut chercher pourquoi la résistance s'est trouvée moindre dans une mauvaise direction, plus grande dans une direction plus avantageuse. Il se peut que l'on dévoile ainsi quelque vice social ou que, s'il est déjà connu, on le mette mieux en évidence. Il se peut aussi que l'on découvre à cette occasion des moyens pratiques de rendre plus facile l'adaptation dans la direction avantageuse. Il se peut que l'emploi de ces moyens soit pour la société une adaptation nullement gênante pour elle, qu'il soit au contraire une solution de questions connexes facilitant d'autres solutions et permettant d'apercevoir d'autres vices à corriger, de nouveaux progrès à réaliser.

C'est par cette adaptation réciproque et indéfinie des besoins de l'individu et de ceux de ses semblables que l'évolution sociale est progressive malgré tout, mais avec une lenteur dont notre ignorance est la cause. Les lignes qui précèdent n'ont pas besoin d'être accompagnées d'exemples pour les hommes de science tout au moins, et surtout les biologistes accoutumés à des enchaînements de progrès absolument analogues, qui sont l'histoire entière des organismes supérieurs.

*
* *

On trouvera du reste, dans la deuxième partie de ce travail, un exposé de faits que les considérations générales ici présentées ont eu pour but de rendre plus suggestifs, au point de vue des applications qu'ils comportent à la critique du mouvement féministe et de l'ensemble du mouvement socialiste. On verra clairement dans ce simple exposé, où seront associés comme ils doivent l'être les trois points de vue anatomique, physiologique et psycho-sociologique de l'anthropologie, si la situation actuelle de la plupart des femmes, dans les sociétés les plus civilisées, est conforme ou non à ces nécessités biologiques dont le respect est une condition vitale pour toute société. On verra jusqu'à quel point cette situation lamentable justifie le besoin de réforme sociale qui se traduit par ce que l'on nomme le féminisme.

On appréciera en même temps la valeur sociale des divers modes d'adaptation employés spontanément par les femmes sous la pression du besoin, et la valeur sociale des diverses directions théori-

quement proposées comme devant conduire à une situation des femmes conforme à leurs intérêts propres.

Ceux-ci apparaîtront comme indissolublement liés à ceux des hommes, précisément par ces nécessités biologiques présentées ci-dessus comme dominant les arrangements économiques.

Il n'y a peut-être pas de meilleure introduction à l'étude générale du mouvement socialiste que la confrontation des besoins manifestés par les souffrances, les aspirations, les réclamations et les efforts d'adaptation des femmes avec les besoins des hommes. Nulle part, en effet, la solidarité des intérêts en conflit ne saurait être mieux pressentie; nulle part elle ne saurait être mieux démontrée en l'état actuel de la science. C'est pourquoi les questions soulevées dans ce long préambule y ont pris d'elles-mêmes, en quelque sorte, un caractère de généralité qui a pu paraître parfois excessif.

Ce caractère s'imposait en raison de la nature du sujet et de la connexion étroite qui existe entre les diverses questions sociales.

Le féminisme n'est pas issu, comme l'ont pensé beaucoup d'écrivains, de la fantaisie de quelques femmes ni de considérations théoriques. Il est issu de souffrances énormes, de besoins primordiaux non satisfaits et cherchant à se satisfaire, auxquels sont venues se joindre des aspirations relativement secondaires mais qui sont bien loin, elles-mêmes, d'être négligeables. Quelques-unes ont revêtu, parfois, des formes bizarres qui importent peu si l'on trouve derrière ces excentricités l'indication de quelque besoin raisonnable. N'a-t-il pas fallu que les intérêts masculins fussent menacés dans les professions libérales pour que l'on songeât à rappeler la femme au foyer? On n'y avait pas songé tant qu'il ne s'était agi que des foyers pauvres et des professions les plus dures. C'est ainsi que l'on commence toujours à prédire les véritables malheurs sociaux quand ils sont à moitié accomplis.

Si la concurrence entre les sexes se généralisait, ce serait assurément une révolution, et l'on peut se demander si celle-ci pourrait seulement s'achever sans être fatale à la société qui en serait le théâtre. Dans l'hypothèse où elle entraînerait assez tôt une réaction, elle serait alors seulement une de ces oscillations exagérées dont il a été parlé plus haut et dont l'amplitude fâcheuse, due en partie à notre ignorance, pourrait être diminuée par un peu de prévision scientifique.

Suivant le mécanisme que nous avons indiqué, les besoins non satisfaits dans une direction finissent par déterminer une direction contraire qui se continue, à son tour, jusqu'à ce que les besoins opposés parviennent à la changer. Tout changement de direction a

donc pour cause des besoins qui peuvent être aussi respectables les uns que les autres. Il faut tâcher de reconnaître ces facteurs sociaux et d'en apprécier la valeur, si l'on n'a pas pour mobile unique un égoïsme aveugle ou l'horreur de tout changement. L'opinion est aussi un facteur puissant qui joue son rôle dans le déterminisme économique et politique. Éclairée par une connaissance positive, scientifique, elle peut exercer une influence pondératrice et régularisatrice sur les mouvements sociaux en favorisant chacun d'eux dans la mesure de la légitimité et de l'importance des besoins dont il résulte, en le modérant ou l'aiguillant de façon à ce qu'il ne provoque pas une trop vive réaction des besoins antagonistes.

Ne méconnaître aucun des besoins, aucune des indications progressistes quelconques représentés dans le mouvement féministe même sous ses formes les plus choquantes, c'est la première condition à remplir par ceux qui se proposent de prévenir les exagérations, les écarts, les déviations qu'ils déplorent ou qu'ils redoutent. S'il existe un germe de progrès moral mélangé à des erreurs dans un mouvement social, c'est en sachant discerner ce germe qu'on peut favoriser son développement d'une manière non préjudiciable au progrès de l'ensemble.

Reconnaître dès le principe un mal ou un bien, cela implique une connaissance, une démonstration et même une prévision scientifiques assurément difficiles à obtenir. Mais une connaissance incomplète porte déjà ses fruits. L'anthropologie comparative des sexes peut, dès à présent, fournir des certitudes sur quelques points capitaux et, sur un certain nombre d'autres points importants, des éléments d'appréciation extrêmement utiles.